

# **REPERTOIRE PAR DATE** **MAIRIE DE VALENTINE**

| N°         | DATE       | OBJET                                                                                           | PAGES   |
|------------|------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| 2022-09    | 13/04/2022 | Marché aménagement de la grange                                                                 | 918-919 |
| 2022-10    | 13/04/2022 | Approbation des nouveaux statuts du Syndicat des Eaux Barousse Comminges Save                   | 920-921 |
| MO 01-2022 | 13/04/2022 | Motion de soutien du conseil municipal à la faveur du SIVOM St Gaudens montréjeau Aspet Magnoac | 922     |
| 2022-11    | 13/04/2022 | Soutien aux victimes du conflit en Ukraine                                                      | 923     |
| 2022-12    | 13/04/2022 | Bail restaurant La Connivence                                                                   | 924     |
| 2022-13    | 13/04/2022 | Approbation du compte de gestion 2021 de la commune                                             | 925     |
| 2022-14    | 13/04/2022 | Vote du compte administratif 2021                                                               | 926     |
| 2022-15    | 13/04/2022 | Vote des subventions aux associations 2022                                                      | 927     |
| 2022-16    | 13/04/2022 | Vote des taux des taxes communales année 2022                                                   | 928     |
| 2022-17    | 13/04/2022 | Vote du budget primitif 2022 de la commune Affectation des résultats de fonctionnement 2021     | 929-930 |

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE VALENTINE**

Séance du 13 avril 2022

L'an deux mille dix vingt deux

et le treize avril

à 20 h 30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de madame Marie NADALET, Maire

Présents : DUCASSE B. ZAINA F. GRAU J. LABROQUERE M.

DULAC F. HILLAIRES N. CAPERAN R. BACQUE G. HILLAIRES L.

ARAUJO DA SILVA M.

Excusés : MAURY G. FOURMENT P. GAY G. BAUWEN C.

Absents :

Mr Georges MAURY a donné procuration à mme Marie NADALET.

Mr Philippe FOURMENT a donné procuration à mr Francis ZAINA.

Madame Léa HILLAIRES a été nommée secrétaire.

Date convocation

07 avril 2022

Date affichage

07 avril 2022

Objet délibération :

Marché aménagement de la grange

N° 2022-09

Madame la maire rappelle au conseil municipal la consultation en vue de la passation d'un marché public pour les travaux d'aménagement de la grange en café multi-services.

La mission de maîtrise d'œuvre a été confiée à monsieur FAURE Jean-Pierre architecte à Saint-Gaudens. Les critères sont : valeur technique : 60% Prix : 40%

Une publicité a été mise en œuvre par voie de presse sur la Dépêche du Midi et de façon dématérialisée.

Les entreprises étaient invitées à remettre leur offre le 22 février 2022 jusqu'à 12 h.

L'ouverture des plis a eu lieu le 22 février 2022 à 16 h, 24 entreprises avaient répondu.

Suite au rapport d'analyse des offres effectué par l'architecte, la commission d'appel d'offre de la commune a fait le choix des entreprises le 07 mars 2022 à 10 h,

11 lots pour un montant total de 433 632,71 € HT soit 520 359,25 € TTC :

Lot 1 : 167 193,93 € HT SARL ENTREPRISE GIULIANI

Lot 2 : 52 331,05 € HT SAS DUBARRY (option comprise)

Lot 3 : 17 355,79 € HT SASU MORALES (option comprise)

Lot 4 : 57 463,49 € HT SAS LOUGARRE (option comprise)

Lot 5 : 25 797,12 € HT SAS CASSAGNE ELECTRICITE

Lot 6 : 24 698,01 € HT SAS PYRE THERM (option comprise)

Lot 7 : 17 471,14 € HT SAS GOMEZ ET FILS

Lot 8 : 15 535,35 € HT SAS LORENZI (option comprise)

Lot 9 : 8 229,35 € HT SAS CHENAY ENTREPRISE

Lot 10 : 32 537,48 € HT SARL France SUD ISOLATION

Lot 11 : 15 020,00 € HT SARL SOCODIF (option comprise)

Le conseil municipal est invité à se prononcer sur l'attribution du marché.

Où cet exposé, le conseil municipal à l'unanimité :

- Approuve l'énoncé ci-dessus

Envoyé en préfecture le 14/04/2022

Reçu en préfecture le 14/04/2022

Affiché le

ID : 031-213105653-20220413-202209-DE

- Décide d'attribuer les 11 lots du marché d'aménagement de la grange en café multi-services à
- Lot 1 : 167 193,93 € HT SARL ENTREPRISE GIULIANI
- Lot 2 : 52 331,05 € HT SAS DUBARRY (option comprise)
- Lot 3 : 17 355,79 € HT SASU MORALES (option comprise)
- Lot 4 : 57 463,49 € HT SAS LOUGARRE (option comprise)
- Lot 5 : 25 797,12 € HT SAS CASSAGNE ELECTRICITE
- Lot 6 : 24 698,01 € HT SAS PYREThERM (option comprise)
- Lot 7 : 17 471,14 € HT SAS GOMEZ ET FILS
- Lot 8 : 15 535,35 € HT SAS LORENZI (option comprise)
- Lot 9 : 8 229,35 € HT SAS CHENAY ENTREPRISE
- Lot 10 : 32 537,48 € HT SARL France SUD ISOLATION
- Lot 11 : 15 020,00 € HT SARL SOCODIF (option comprise)

soit un montant total de 433 632,71 € HT soit 520 359,25 € TTC

- Précise l'inscription au budget communal, compte 2313 de l'ensemble des dépenses liées aux travaux d'aménagement pour l'année 2022 et les exercices suivants
- Autorise madame le maire à signer le marché avec les entreprises énoncées ci-dessus pour un montant total de 520 359,25 € TTC, à effectuer toutes les démarches administratives et comptables (plan de financement : partenaires et prêt bancaire) nécessaires à l'élaboration de cet aménagement.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.



**Marie NADALET**  
Maire

|                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Envoyé en préfecture le 14/04/2022</p> <p>Reçu en préfecture le 14/04/2022</p> <p>Affiché le</p> <p>ID : 031-213105653-20220413-202209-DE</p> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE VALENTINE**

Nombre de conseillers :  
exercice : 15  
présents : 11  
votants : 13

Séance du 13 avril 2022  
L'an deux mille vingt deux  
et le treize avril  
à 20h30,

le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué s'est réuni  
au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,  
sous la présidence de madame Marie NADALET, maire.

Présents : DUCASSE B. ZAINA F. GRAU J. HILLAIRE N.  
DULAC F. LABROQUERE M. HILLAIRE L. CAPERAN R.  
ARAUJO DA SILVA M BACQUE G.

Excusés : MAURY G. FOURMENT P. BAUWEN C. GAY G.

Mr Georges MAURY a donné procuration à mme Marie NADALET.

Mr Philippe FOURMENT a donné procuration à mr Francis ZAINA.

Date convocation  
07 avril 2022

Date affichage  
07 avril 2022

Madame Léa HILLAIRE a été nommée secrétaire

Objet délibération :

Approbation des nouveaux statuts du syndicat des Eaux Barousse Comminges Save  
N°2022-10

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (article L.5211-19) et l'article 10 des statuts du Syndicat des Eaux de la Barousse du Comminges et de la Save.

Considérant que les communes de Betcave Aguin, Lahas, Lartigue, Mongausy, Saint Elix d'Astarac, Semezies Cachan et Estancarbon ont demandé la reprise de la compétence assainissement du Syndicat des Eaux de la Barousse du Comminges et de la Save.

Considérant que le Syndicat des Eaux de la Barousse du Comminges et de la Save a par délibération n° 2022-03/SJ/039 du 26 mars 2022, approuvé la reprise de la compétence assainissement par les communes de Betcave Aguin, Lahas, Lartigue, Mongausy, Saint Elix d'Astarac, Semezies Cachan et Estancarbon, et a mis à jour ses statuts en conséquence.

Considérant que le Syndicat des Eaux de la Barousse du Comminges et de la Save a notifié cette délibération à chacun de ses membres par courrier en date du 30 mars 2022.

Il est précisé que la commune de Mancieux a engagé des démarches pour acter son adhésion au Syndicat des Eaux de la Barousse du Comminges et de la Save pour les compétences eau potable et assainissement, et qu'à ce titre, l'ensemble des communes adhérentes seront consultées pour approuver cette adhésion.

Le Conseil Municipal de la commune de Valentine est appelé à se prononcer dans un délai de trois mois sur les modifications proposées.

Sur proposition du Maire, après en avoir délibéré, le conseil municipal :

**approuve** la reprise de la compétence assainissement par les communes de Betcave Aguin, Lahas, Lartigue, Mongausy, Saint Elix d'Astarac, Semezies Cachan et Estancarbon du Syndicat des Eaux de la Barousse du Comminges et de la Save.

**approuve** la mise à jour des statuts du Syndicat des Eaux de la Barousse du Comminges et de la Save tels qu'annexés à la présente.

**autorise** le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à accomplir toutes les formalités requises par la présente délibération.

- **13 voix pour**

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

**Marie NADALET**  
**Maire**



Envoyé en préfecture le 14/04/2022  
Reçu en préfecture le 14/04/2022  
Affiché le  
ID : 031-213105653-20220413-202210-DE

## MOTION DE SOUTIEN PROPOSEE AU CONSEIL MUNICIPAL A LA FAVEUR DU SIVOM ST GAUDENS MONTREJEAU ASPET MAGNOAC

Nombre de conseillers :  
 exercice : 15  
 présents : 11  
 votants : 13

Date convocation  
 07 avril 2021

Séance du 13 avril 2022  
 L'an deux mille vingt deux  
 et le treize avril  
 à 20 h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement  
 convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de  
 ses séances, sous la présidence de madame marie NADALET, Maire  
 Présents : DUCASSE B. ZAINA F. GRAU J. HILLAIRES N.  
 LABROQUERE M.. HILLAIRES L. CAPERAN R. DULAC F.  
 BACQUE G. ARAUJO DA SILVA M.

Date affichage  
 07 avril 2021

Excusés : MAURY G. FOURMENT P. GAY G. BAUWEN C  
 Mr Georges MAURY a donné procuration à mme Marie NADALET  
 Mr Philippe FOURMENT a donné procuration à mr Francis ZAINA  
 Léa HILLAIRES a été nommée secrétaire.

Motion : MO 01-2022 Soutien au SIVOM St Gaudens Montréjeau Aspet Magnoac

Madame le maire expose :

### 1. Rappel du contexte

1. Le SIVOM SAINT-GAUDENS MONTREJEAU ASPET MAGNOAC (ci-après « le SIVOM ») est un syndicat mixte fermé à la carte, créé en 1968 sous forme de syndicat intercommunal.  
 Le développement de l'intercommunalité et la transformation du paysage institutionnel local l'ont conduit à faire évoluer son objet statutaire.

Depuis 2007, le SIVOM est ainsi un syndicat « à la carte », en charge des compétences suivantes :

| COMPÉTENCES OBLIGATOIRES                                                                                                                                                                          | COMPÉTENCES OPTIONNELLES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Traitement des déchets ménagers, assimilés et gravats ;</li> <li>- Transport des déchets ménagers, assimilés, gravats et produits recyclables</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Collecte des déchets ménagers ;</li> <li>- Collecte sélective, valorisation matière des déchets ménagers et assimilés</li> <li>- Travaux de voirie ;</li> <li>- Valorisation des boues de stations d'épuration ;</li> <li>- Service pompes funèbres ;</li> <li>- Secrétariat intercommunal ;</li> <li>- Restauration scolaire ;</li> <li>- Portage de repas à domicile ;</li> <li>- Montage, location de podiums et de chapiteaux</li> <li>- Communication, aide à l'élaboration de plaquettes, d'outils d'information et de communication pour les communes adhérentes</li> <li>- Bois énergie – fabrication de plaquette sous forme de plaquettes forestières, de bois déchiqueté ou de granulés pour alimenter les chaudières collectives ou de particuliers et fabrication de bois raméal fragmenté BRF pour l'amendement des sols.</li> </ul> |

Par ailleurs, l'arrêté préfectoral du 4 mai 2017 prend en compte de l'évolution de l'intercommunalité induite par la loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République qui transfère la compétence « déchets » à titre obligatoire aux communautés de communes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Il acte ainsi la liste des membres du SIVOM, en prenant en considération d'une part, la représentation-substitution des communautés de communes à leurs communes membres du syndicat en matière de déchets et, d'autre part, les diverses opérations de fusion de communautés de communes ayant eu lieu sur le périmètre du syndicat.

Le SIVOM dispose ainsi des membres suivants :

| Communauté de communes Cagire Garonne Salat                                                                                                              | Communauté de communes Cœur et Coteaux du Comminges                                                                                                        | Communauté de communes du Plateau de Lannemezan                                                      | Communauté de communes du Pays de Trie et du Magnoac                                                  | 51 communes                                                                                                       |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| En représentation-substitution de 10 communes sur 54 communes membres<br>(10 communes pour la compétence « déchets », dont 6 pour les travaux de voirie) | En représentation-substitution de 38 communes sur 104 communes membres<br>(38 communes pour la compétence « déchets », dont 17 pour les travaux de voirie) | En représentation-substitution de 2 communes sur 57 communes membres, pour la compétence « déchets » | En représentation-substitution de 28 communes sur 50 communes membres, pour la compétence « déchets » | Toutes ces communes sont membres des 4 communautés de communes adhérentes au SIVOM pour la compétence « déchets » |

2. Le SIVOM est membre du Syndicat des ordures ménagères des Pyrénées (ci-après « SYSTOM »), créé en 1988 et aujourd'hui compétent en matière de transport et de traitement des déchets, ainsi qu'en matière de tri et de recyclage pour le compte de ses 8 membres (soit 2 syndicats et 6 communautés de communes).

Le SYSTOM a été constitué sans moyens matériels de nature à lui permettre d'assurer ses compétences, étant entendu au moment de sa création qu'il utiliserait les installations et les services du SIVOM.

C'est donc le SIVOM qui, depuis la création du SYSTOM, a réalisé les investissements nécessaires à l'exercice des compétences de ce dernier, dont l'ISDND du Pihourc dont le dimensionnement est de 85 000 tonnes par an.

3. L'organisation du SIVOM et de ses relations avec le SYSTOM a été analysée par la Chambre Régionale des Comptes Midi-Pyrénées (ci-après « la CRC »), dans un rapport d'observations définitives de 2015.

Elle y fait notamment la recommandation de clarifier les relations avec le SYSTOM des Pyrénées de manière à donner une base juridique solide à la prestation de service que le SIVOM effectue pour le compte du SYSTOM.

À ce jour en effet le SIVOM assure des prestations de transport et de traitement des déchets pour le compte du SYSTOM et de ses membres.

La nécessité de mettre fin à cette situation juridiquement fragile a conduit le SIVOM et le SYSTOM à s'associer les services d'un AMO pour la réalisation d'un audit juridique, financier et organisationnel et pour, le cas échéant, la détermination de préconisations et leur mise en œuvre pour se conformer aux recommandations de la CRC.

La mission menée à compter du printemps 2021 a conduit :

- à la réalisation d'un audit juridique, technique et organisationnel des deux syndicats et de leurs relations – dont il ressort la nécessité de clarifier les rapports pour se mettre en conformité avec le cadre juridique applicable en matière d'intercommunalité et de transfert de compétence ;
- à la proposition de scénarios visant à faire évoluer la relation entre les deux syndicats sur le terrain de la compétence « transport et traitement ».

S'agissant des scénarios d'évolution envisagés, l'hypothèse de la fusion des deux syndicats ayant été écartée, les deux scénarios suivants ont été retenus :

- **le scénario 1** visant à faire coïncider la réalité aux actes administratifs en vigueur et conduisant à finaliser le transfert de la compétence « transport et traitement » du SIVOM au SYSTOM ;

Ce scénario présente les avantages/inconvénients suivants :

Envoyé en préfecture le 14/04/2022  
Reçu en préfecture le 14/04/2022  
Affiché le  
ID : 031-213105653-20220413-MO012022-AU

| AVANTAGES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | INCONVÉNIENTS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Conformité entre les modalités d'exercice de la compétence transport et traitement et les statuts des deux entités syndicales – clarification du cadre juridique</li> <li>→ Neutralisation du risque juridique qui pesait sur les relations entre le SYSTOM et le SIVOM</li> <li>→ Clarification du cadre d'intervention des deux structures de coopération syndicale, qui répond favorablement aux attentes des élus et de l'autorité préfectorale</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Un système d'acteurs toujours morcelé avec un transfert en cascade de la compétence transport et traitement pour les collectivités membres du SIVOM</li> <li>→ Une incertitude à lever autour du devenir et du financement des fonctions supports du SIVOM</li> <li>→ Un transfert qui prive le SIVOM de son activité la plus importante et fragilise le projet syndical</li> </ul> |

- **le scénario 2 visant à faire coïncider les actes administratifs à la réalité en permettant au SIVOM de se retirer du SYSTOM**, afin que les deux syndicats, tous deux compétents en matière de transport et de traitement des déchets, envisagent les modalités d'une coopération commune pour l'exercice de cette compétence.

Ce scénario implique donc :

- le recours à une procédure de retrait du SIVOM du SYSTOM (entraînant un changement de statuts et une réduction de périmètre de ce dernier) ;
- la mise en place d'une formule de coopération entre les deux syndicats, soit sous la forme contractuelle (entente intercommunale constituée en application des dispositions de l'article L. 5222-1 du code général des collectivités territoriales) soit par le biais de la création d'une société publique locale constituée du SIVOM et du SYSTOM en tant qu'actionnaires

La constitution d'une entente intercommunale conduirait pour la relation SIVOM/SYSTOM, aux avantages/inconvénients suivants :

| AVANTAGES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | INCONVÉNIENTS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Formule souple de coopération qui permet d'adopter une approche concertée entre collectivités : elle n'implique pas la constitution d'un conseil d'administration, ni d'un budget spécifique</li> <li>→ Pas d'autorisation étatique</li> <li>→ Pas de personnalité morale – pas de transfert de compétence</li> <li>→ Une nouvelle organisation institutionnelle qui laisse inchangés le périmètre d'intervention et le fonctionnement du SIVOM</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ L'entente n'a pas la personnalité morale et n'est pas dotée de pouvoirs autonomes</li> <li>→ Pour être exécutoires, toutes ses décisions doivent être ratifiées par les organes délibérants des deux syndicats</li> <li>→ Le principe d'unanimité des décisions prises peut conduire à une fragilité structurelle en cas de désaccord</li> </ul> |

Envoyé en préfecture le 14/04/2022

Reçu en préfecture le 14/04/2022

Affiché le

ID : 031-213105653-20220413-MO012022-AU



Quant à la SPL, sa création conduirait pour la relation SIVOM/SYSTOM, aux avantages/inconvénients suivants :

| AVANTAGES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | INCONVÉNIENTS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Individualisation de la gestion du service/ mutualisation des moyens entre collectivités actionnaires</li> <li>→ Logique d'intérêt général, marquée par la présence exclusive de collectivités dans l'actionnariat</li> <li>→ Pas d'autorisation étatique</li> <li>→ Fonctionnement souple, découlant de son statut de société anonyme (pas d'application des règles de la comptabilité publique)</li> <li>→ Actionnariat évolutif (personnes publiques uniquement)</li> <li>→ Pas de transfert de compétence – donc le « fractionnement » du service serait possible le cas échéant</li> <li>→ Les relations entre la SPL et ses actionnaires sont mises en œuvre dans le cadre d'un contrat de quasi-régie passé sans publicité et sans mise en concurrence</li> <li>→ Dialogue facilité avec les collectivités</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>→ Le risque d'exploitation est indirectement assumé par les collectivités actionnaires</li> <li>→ Impossibilité de réaliser des opérations étrangères aux besoins des collectivités actionnaires. Modalités d'optimisation de l'exploitation des sites de traitement par l'apport de tonnages extérieurs aux collectivités actionnaires à traiter (intervention possible de la SPL en qualité de sous-traitant le cas échéant).</li> <li>→ Pas de transfert automatique des moyens humains affectés au fonctionnement des sites.</li> </ul> |

4. Ces scénarios ont été présentés aux deux syndicats (membres du bureau syndical pour le SIVOM et comité syndical pour le SYSTOM) le 23 mars 2022, en présence de l'État et des Présidents des Communautés de Communes membres du SYSTOM.

La nécessité de clarifier les relations entre les deux syndicats implique d'arbitrer entre l'un ou l'autre des scénarios susmentionnés.

## 2. Conséquences de la mise ne place de l'un ou l'autre des scénarios

### 1. Choix du scénario1 :

Dès la mise en place de cette solution, l'ensemble des biens et des moyens humains nécessaires à l'exercice des compétences transport et traitement des déchets est transféré au SYSTOM.

#### Biens concernés :

- Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) du Pihourc ;
- Plateforme de compostage des déchets verts et Plateforme bois ;
- Centre de tri des produits recyclables ;
- L'ensemble des engins et véhicules nécessaires au fonctionnement des installations et au transport des déchets (Tracteurs routiers, des remorques porte-benne, des semi-remorques, Camions polybennes, Camions Grues, Compacteurs à déchets, Broyeurs déchets verts,.....)

#### Moyens humains : 83 agents (56 titulaires et 27 contractuels)

- 24 agents site du Pihourc ;
- 33 agents Centre de Tri ;
- 2 agents Plateforme de compostage ;
- 24 agents transport des déchets ;

A l'heure actuelle, reste en suspens le devenir des fonctions supports à savoir les services administratifs et l'atelier. Une partie des services administratifs serait transférée ( entre 5 et 6 agents).

Le transfert des activités transport et traitement des déchets entrainerait logiquement un rétrécissement important du champ d'intervention du SIVOM et fragiliserait inmanquablement son équilibre budgétaire (55% de son budget seraient basculés au SYSTOM).

Envoyé en préfecture le 14/04/2022

Reçu en préfecture le 14/04/2022

Affiché le

ID : 031-213105653-20220413-MO012022-AU

De plus la suite logique de ce transfert et qui paraît inévitable puisque évoquée par les Communautés de Communes 5C et Cagire Garonne Salat lors de la restitution de l'étude le 23 mars dernier, est que ces deux EPCI demanderont en même temps la récupération des compétences collecte des ordures ménagères et voirie. En effet ces EPCI sont membres en représentation substitution des communes qui avaient préalablement adhérees au SIVOM pour ces deux compétences. Cette deuxième série de transferts provoquerait la perte de 36% supplémentaires du budget du SIVOM, de 67 agents (39 pour la collecte et 28 voirie) ainsi que l'ensemble des matériels et engins.

## 2. Choix du scénario2 :

Dans ce cas de figure, la démarche consisterait à modifier les actes administratifs pour qu'ils correspondent à la réalité des faits. Ainsi l'aspect organisationnel et fonctionnel ne serait pas impacté puisque les deux syndicats seraient maintenus en l'état actuel. Resterait à mettre en place une coopération entre les deux structures pour la gestion des compétences déchets (entente ou SPL). Dans le cas d'une convention d'entente il n'y aurait aucun transfert à réaliser et donc aucun impact sur les équilibres budgétaires du SIVOM.

### *Ceci étant précisé :*

Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter cette motion de soutien en faveur du SIVOM St Gaudens Montréjeau Aspet Magnoac en optant pour le **scénario2**, afin que celui-ci puisse se maintenir tel qu'il est actuellement et comme les élus qui nous ont précédés avaient souhaité le voir fonctionner. Cette collectivité a toujours su être à la disposition des communes et des administrés en répondant toutes les fois qu'elle était sollicitée aux attentes de chacun de ses membres.

Madame le maire demande au conseil municipal de se prononcer sur le choix des scénarios.

Le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents opte pour le **scénario 2**, en faveur du SIVOM St Gaudens Montréjeau Aspet Magnoac.

Marie NADALET, maire



Envoyé en préfecture le 14/04/2022

Reçu en préfecture le 14/04/2022

Affiché le

ID : 031-213105653-20220413-MO012022-AU

Date convocation

07 avril 2022

Date d'affichage

07 avril 2022

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE VALENTINE**

Séance du 13 avril 2022

L'an deux mille dix vingt deux

et le treize avril

à 20h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Marie NADALET maire

Présents : DUCASSE B. ZAINA F. GRAU J. HILLAIRES N.

LABROQUERE M. CAPERAN R. ARAUJO DA SILVA M.

DULAC F. HILLAIRES L. BACQUE G.

Excusés : MAURY G. FOURMENT P. BAUWEN C. GAY G.

Mr Georges MAURY a donné procuration à mme Marie NADALET.

Mr Philippe FOURMENT a donné procuration à mr Francis ZAINA.

Mme Léa HILLAIRES a été nommée secrétaire.

Objet : Soutien aux victimes du conflit en Ukraine

N°2022- 11

- Vu l'article L.3211-1 du code général des collectivités territoriales
- Vu la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 prorogeant jusqu'au 31 juillet 2022 les mesures prises à l'article 6-IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire
- Vu le rapport
- Considérant l'invasion le 24 février dernier du territoire de l'Ukraine par les troupes russes, ce qui a eu pour conséquence de jeter sur les routes des milliers de personnes vers les pays limitrophes.
- Considérant les besoins matériels de ces personnes, auxquelles le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a décidé de venir en aide en activant le fonds d'action extérieure des collectivités territoriales pour fédérer les initiatives et l'élan de solidarité.
- Considérant que la communauté de communes Cœur et Coteaux du Comminges a donné pour les victimes de l'Ukraine, le conseil municipal ne souhaite pas apporter sa contribution à ce fonds de soutien,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité décide :

- De ne pas abonder le fonds d'action extérieure des collectivités territoriales (FACECO) géré par le centre de crise et de soutien (CDCS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) destiné à apporter une aide d'urgence aux victimes du conflit en Ukraine.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Envoyé en préfecture le 14/04/2022

Reçu en préfecture le 14/04/2022

Affiché le

ID : 031-213105653-20220413-202211-DE



**Marie NADALET**  
Maire

Date convocation

07 avril 2022

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE VALENTINE**

Séance du 13 avril 2022

L'an deux mille dix vingt deux

et le treize avril

à 20h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s' est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Marie NADALET maire

Présents : DUCASSE B. ZAINA F. GRAU J. HILLAIRES N.

LABROQUERE M. CAPERAN R. ARAUJO DA SILVA M.

DULAC F. HILLAIRES L. BACQUE G.

Excusés : MAURY G. FOURMENT P. BAUWEN C. GAY G.

Mr Georges MAURY a donné procuration à mme Marie NADALET

Mr Philippe FOURMENT a donné procuration à mr Francis ZAINA.

Mme Léa HILLAIRES a été nommée secrétaire.

Date affichage

07 avril 2022

Objet : Bail restaurant la Connivence

N°2022-12

Madame le maire rappelle au conseil municipal que le bail du restaurant La Connivence se termine le 31 mai 2022.

Les gérants du restaurant, SARL Café des Halles , souhaitent poursuivre leur activité et demande le renouvellement du bail.

Il convient donc de renouveler le bail commercial pour une durée de 9 ans (3,6,9) devant notaire.

Le loyer actuel est de 569,39 € par mois.

En appliquant la variation de l'indice du coût de la construction le loyer passerait à 630,00 €

Madame le maire demande au conseil municipal de se prononcer sur le nouveau loyer à appliquer.

Où cet exposé, après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- Décide de signer un nouveau bail avec la SARL Café des Halles, pour une durée de 9 ans (3,6,9) devant maître Barousse, notaire à Labroquère (31) à compter du 1<sup>er</sup> juin 2022,
- Décide d'appliquer un loyer de 610,00 € par mois à compter du 1er juin 2022.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

**Marie NADALET**  
**Maire**



Date convocation

07 avril 2022

Date affichage

07 avril 2022

Objet délibération :

Approbation du compte de gestion 2021 de la commune  
N°2022-13

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

DE LA COMMUNE DE VALENTINE

Séance du 13 avril 2022

L'an deux mille vingt deux

et le treize avril

à 20h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement  
convoqué, s' est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses  
séances, sous la présidence de madame Marie NADLET, Maire

Présents : DUCASSE B. ZAINA F. GRAU J. HILLAIRE N.

LABROQUERE M. HILLAIRE L. DULAC F.

BACQUE G. CAPERAN R. ARAUJO DA SILVA M.

Excusés : MAURY G. FOURMENT P. BAUWEN C. GAY G.

Mr Georges MAURY a donné procuration à mme Marie NADLET

Mr Philippe FOURMEN a donné procuration à mr Francis ZAINA

Mme Léa HILLAIRE a été nommée secrétaire.

Le maire présente au conseil municipal le compte de gestion 2021 établit  
par madame la Trésorière de St Gaudens.

Il ressort un résultat de clôture de :

- Section investissement : - 60 796,83
- Section de fonctionnement : 359 542,38
  
- Résultat définitif de clôture : + 298 745,55 €

Il précise que les présents comptes sont conformes aux écritures de la  
comptabilité administrative 2021.

Où cet exposé, le conseil municipal adopte à l'unanimité le compte de  
gestion 2021 de la commune.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Envoyé en préfecture le 21/04/2022

Reçu en préfecture le 21/04/2022

Affiché le

ID : 031-213105653-20220413-202213-DE



**Marie NADLET**  
Maire

VALENTINE -  
BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION  
EXERCICE 2021

PRÉSENTÉ À  
M le directeur régional des finances publiques

PAR LE(S) COMPTABLE(S)  
Mme Elodie CAQUUIL

031053 TRES. SAINT-GAUDENS

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION  
DU 01/01/2021 AU 24/02/2022

Population 893  
Nomenclature M14 entre 500h et 3500h  
Voté par Nature

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

|                                                         |               |
|---------------------------------------------------------|---------------|
| 1ERE PARTIE : Situation patrimoniale .....              | 3             |
| 1 Bilan synthétique .....                               | Etat I-1 4    |
| 2 Bilan .....                                           | Etat I-2 5    |
| 2.1 Bilan Actif .....                                   |               |
| 2.2 Bilan Passif .....                                  |               |
| 3 Compte de résultat synthétique .....                  | Etat I-3 13   |
| 4 Compte de résultat .....                              | Etat I-4 14   |
| 5 Annexe .....                                          | 18            |
| Etats des opérations pour compte de tiers .....         | Etat I-5 19   |
| 2EME PARTIE : Exécution budgétaire .....                | 21            |
| 1 Résultats budgétaires de l'exercice .....             | Etat II-1 22  |
| 2 Résultats d'exécution .....                           | Etat II-2 23  |
| 3 Etat de consommation des crédits .....                | Etat II-3 24  |
| 4 Etat de réalisation des opérations .....              | Etat II-4 28  |
| 3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs ..... | 36            |
| 1 Balance des comptes .....                             | Etat III-1 37 |
| 2 Situation des valeurs inactives .....                 | Etat III-2 65 |
| 4EME PARTIE : Page des signatures .....                 | 66            |

Résultats budgétaires de l'exercice

25200 - VALENTINE -

Exercice 2021

|                                       | SECTION D'INVESTISSEMENT | SECTION DE FONCTIONNEMENT | TOTAL DES SECTIONS |
|---------------------------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------|
| RECETTES                              |                          |                           |                    |
| Prévisions budgétaires totales (a)    | 819 537,92               | 1 106 707,76              | 1 926 245,68       |
| Titres de recette émis (b)            | 214 617,53               | 1 060 249,26              | 1 274 866,79       |
| Réductions de titres (c)              |                          | 14 193,01                 | 14 193,01          |
| Recettes nettes (d = b - c)           | 214 617,53               | 1 046 056,25              | 1 260 673,78       |
| DEPENSES                              |                          |                           |                    |
| Autorisations budgétaires totales (e) | 819 537,92               | 1 106 707,76              | 1 926 245,68       |
| Mandats émis (f)                      | 111 987,89               | 790 072,73                | 902 060,62         |
| Annulations de mandats (g)            |                          | 0,39                      | 0,39               |
| Depenses nettes (h = f - g)           | 111 987,89               | 790 072,34                | 902 060,23         |
| RESULTAT DE L'EXERCICE                |                          |                           |                    |
| (d - h) Excédent                      | 102 629,64               | 255 983,91                | 358 613,55         |
| (h - d) Déficit                       |                          |                           |                    |

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

25200 - VALENTINE -

Exercice 2021

|                                                                          | RESULTAT A LA CLOTURE DE<br>L'EXERCICE PRECEDENT : 2020 | PART AFFECTEE A<br>L'INVESTISSEMENT :<br>EXERCICE 2021 | RESULTAT DE L'EXERCICE 2021 | TRANSFERT OU INTEGRATION<br>DE RESULTATS PAR OPERATION<br>D'ORDRE NON BUDGETAIRE | RESULTAT DE CLOTURE<br>DE L'EXERCICE 2021 |
|--------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|
| I - Budget principal                                                     |                                                         |                                                        |                             |                                                                                  |                                           |
| Investissement                                                           | -163 426,47                                             |                                                        | 102 629,64                  |                                                                                  | -60 796,83                                |
| Fonctionnement                                                           | 303 558,47                                              | 200 000,00                                             | 255 983,91                  |                                                                                  | 359 542,38                                |
| TOTAL I                                                                  | 140 132,00                                              | 200 000,00                                             | 358 613,55                  |                                                                                  | 298 745,55                                |
| II - Budgets des services à<br>caractère administratif                   |                                                         |                                                        |                             |                                                                                  |                                           |
| TOTAL II                                                                 |                                                         |                                                        |                             |                                                                                  |                                           |
| III - Budgets des services<br>à<br>caractère industriel<br>et commercial |                                                         |                                                        |                             |                                                                                  |                                           |
| TOTAL III                                                                |                                                         |                                                        |                             |                                                                                  |                                           |
| TOTAL I + II + I TOTAL                                                   | 140 132,00                                              | 200 000,00                                             | 358 613,55                  |                                                                                  | 298 745,55                                |

Envoyé en préfecture le 21/04/2022  
Reçu en préfecture le 21/04/2022  
Affiché le  
ID : 031-213105653-20220413-202213-DE



# DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE COMPTE ADMINISTRATIF 2021

N° 2022-14

Le treize avril 2022 à 20h30,

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de madame Marie NADALET, Maire, délibérant sur les comptes administratifs de l'exercice 2021 dressés par Le Maire, après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré;

1° Lui donne acte de présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

Nombre de membres en exercice : 15  
 Nombre de membres présents : 10  
 Nombre de suffrages exprimés : 11  
 Votes : Contre : 0 Pour : 11  
 Date de convocation : 07/04/2022

| LIBELLE                             | Fonctionnement      |                      | Investissement      |                      | Ensemble            |                      |
|-------------------------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
|                                     | Dépenses ou déficit | Recettes ou excédent | Dépenses ou déficit | Recettes ou excédent | Dépenses ou déficit | Recettes ou excédent |
| <b>COMPTE ADMINISTRATIF COMMUNE</b> |                     |                      |                     |                      |                     |                      |
| Résultats reportés 2020             |                     | 303 558,47           | 163 426,47          |                      |                     | 140 132,00           |
| Part affecté à l'investissement     | 200 000,00          |                      |                     |                      |                     |                      |
| Opérations de l'exercice            | 790 072,73          | 1 046 056,25         | 111 987,89          | 214 617,53           | 902 060,23          | 1 260 673,78         |
| <b>Résultats de l'exercice</b>      |                     | <b>255 983,91</b>    |                     | <b>102 629,64</b>    |                     | <b>358 613,55</b>    |
| Résultats de clôture                |                     | <b>359 542,38</b>    | <b>60 796,83</b>    |                      |                     | <b>298 745,55</b>    |

2° Constate aussi bien pour la comptabilité principale que pour chacune des comptabilités annexes, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relative au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;

3° Reconnaît la sincérité des restes à réaliser ; 4° arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus ;

Ont signé au registre des délibérations : MM. ZAINA F. DUCASSE B. GRAU J. DULAC F. HILLAIRE N. LABROQUERE M. ARAUJO DA SILVA M. BACQUE G. CAPERAN R. HILLAIRE L.

Excusés : MAURY G. FOURMENT P. BAUWEN C. GAY G.

Monsieur Philippe FOURMENT a donné procuration à mr Francis ZAINA

Madame Marie NADALET a quitté la salle lors du vote du compte administratif 2021

Envoyé en préfecture le 21/04/2022  
 Reçu en préfecture le 21/04/2022  
 Affiché le  
 ID : 031-213105653-20220413-202214-DE



Marie NADALET  
 Maire

Date convocation  
07 avril 2022Date affichage  
07 avril 2022**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

DE LA COMMUNE DE VALENTINE

Séance du 13 avril 2022

L'an deux mille vingt DEUX

et le treize avril

à 20 h 30 , le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement  
convoqué, s' est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses  
séances, sous la présidence de madame Marie NADALET, maire

Présents : DUCASSE B. ZAINA F. GRAU J. HILLAIRE N.

LABROQUERE M. STEFANI L. DULAC F. BACQUE G.

CAPERAN R. ARAUJO DA SILVA M.

Excusés : MAURY G. FOURMENT P. BAUWEN C. GAY G.

Absents :

Mr Georges MAURY a donné procuration à mme Marie NADALET

Marthe ARAUJO DA SILVA est sortie de la salle durant le vote de la subvention à  
l'association le Bleu de Valentine (présidente de l'association).

Léa HILLAIRE a été nommée secrétaire.

Objet délibération :

Vote des subventions aux associations 2022

N° 2022-15

Monsieur le Maire expose :

Il demande au conseil municipal de se prononcer sur les subventions  
accordées aux associations.Où cet exposé, le conseil municipal, à l'unanimité décide d'inscrire au  
budget primitif 2022 les montants des subventions suivants aux  
associations :

|                                                       |             |
|-------------------------------------------------------|-------------|
| - Société de Chasse de Valentine                      | 1 000,00 €  |
| - Métro Club de Valentine                             | 400,00 €    |
| - Amis du Bout du Puy de Valentine                    | 500,00 €    |
| - Sporting club Valentinois                           | 3 280,00 €  |
| - Gymnastique Volontaire Labarthe-Valentine           | 800,00 €    |
| - Cyclo Club Valentinois                              | 800,00 €    |
| - Le Bleu de Valentine                                | 650,00 €    |
| - Valentine Tennis Club                               | 800,00 €    |
| - Comité des Fêtes de Valentine                       | 15 000,00 € |
| - Société archéologique de Valentine                  | 300,00 €    |
| - Epopée (association école élémentaire de Valentine) | 1 100,00 €  |
| - L'Art en Liberté                                    | 600,00 €    |
| - ARTZULI                                             | 200,00 €    |
| - Les Voix du Cagire                                  | 150,00 €    |
| - Coopérative de l'école maternelle de Valentine      | 940,00 €    |
| - Coopérative école élémentaire                       | 940,00 €    |
| - Amicale Pompiers de St Gaudens                      | 320,00 €    |
| - Amicale Police de St Gaudens                        | 70,00 €     |
| - Restos du Cœur St Gaudens                           | 185,00 €    |
| - Femmes de papier                                    | 200,00 €    |
| - ADFA Etudes et prévention grêle Haute-Garonne       | 100,00 €    |

**Total****28 335,00€**

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Envoyé en préfecture le 21/04/2022  
Reçu en préfecture le 21/04/2022  
Affiché le  
ID : 031-213105653-20220413-202215-DE

**Marie NADALET**  
Maire

Nombre de conseillers :  
exercice : 15  
présents : 11  
votants : 13

Date convocation  
07 avril 2021

Date affichage  
07 avril 2021

Objet délibération :

Vote des taux des taxes communales année 2022  
N°2022-16

Séance du 13 avril 2022  
L'an deux mille vingt deux  
et le treize avril  
à 20 h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses  
séances, sous la présidence de madame marie NADALET, Maire  
Présents : DUCASSE B. ZAINA F. GRAU J. HILLAIRE N.  
LABROQUERE M. HILLAIRE L. CAPERAN R. DULAC F.  
BACQUE G. ARAUJO DA SILVA M.

Excusés : MAURY G. FOURMENT P. BAUWEN C. GAY G.  
Mr Georges MAURY a donné procuration à mme Marie NADALET  
Mr Philippe FOURMENT a donné procuration à mr Francis ZAINA  
Léa HILLAIRE a été nommée secrétaire.

Madame le Maire rappelle les dispositions de l'article 1636 B sexies du Code Général des Impôts (CGI) selon  
lesquelles le conseil municipal vote chaque année les taux des taxes foncières et de la taxe d'habitation sur les  
résidences secondaires.

Elle précise que conformément au 1° du 4 du J du I de l'article 16 de la loi n°2019-1479 du 28 décembre 2019 de  
finances pour 2020, par dérogation à l'article 1636 B sexies précité, le taux de la taxe d'habitation sur les résidences  
secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale est gelé en 2022 au niveau du taux de  
2019 et n'a pas à être voté par le conseil municipal.

Madame le Maire propose à l'assemblée délibérante :

- d'augmenter comme suit les taux en 2022

| TAXES                                       | Taux 2021 (rappel) | Taux 2022 |
|---------------------------------------------|--------------------|-----------|
| Taxe Foncière sur les propriétés bâties     | 34,87              | 36,44     |
| Taxe Foncière sur les propriétés non bâties | 36,79              | 38,36     |

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, décide 10 contre l'augmentation et 4 pour  
l'augmentation et de voter à la majorité pour 2022 les taux suivants :

- Taxe Foncière sur les propriétés bâties : 34,87
- Taxe Foncière sur les propriétés non bâties : 36,79

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Envoyé en préfecture le 21/04/2022  
Reçu en préfecture le 21/04/2022  
Affiché le  
ID : 031-213105653-20220413-202216-DE

Marie NADALET  
Maire



ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2022

I - RESSOURCES FISCALES DONT LE TAUX DOIT ÊTRE VOTÉ EN 2022

| Taxes                                                                                                | Bases d'imposition<br>effectives 2021 | Taux de référence<br>pour 2022 | Bases d'imposition<br>prévisionnelles 2022 | Produit de référence<br>(col.3 x col.2) | Produits attendus<br>(col.3 x col.5) | Taux plafond<br>pour 2022 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------|
| Taxe foncière (bâti).....                                                                            | 1 373 888                             | 34,87                          | 1 421 000                                  | 495 503                                 | 495 503                              | 119,47                    |
| Taxe foncière (non bâti).....                                                                        | 18 080                                | 36,79                          | 18 600                                     | 6 843                                   | 6 843                                | 211,75                    |
| CFE.....                                                                                             |                                       |                                |                                            | 0                                       |                                      | >>>                       |
| Si la diminution sans lien des taux a été décidée en 2022, cochez la case : <input type="checkbox"/> |                                       |                                |                                            | Totaux :                                | 502 346                              | 502 346                   |

| Taxes                                        | Taux de référence<br>de 2022 | COEFFICIENT DE VARIATION PROPORTIONNELLE | Taux proportionnel<br>(col.8 x col.10) |
|----------------------------------------------|------------------------------|------------------------------------------|----------------------------------------|
| Taxe foncière (bâti).....                    | 34,87                        | 10                                       | 11                                     |
| Taxe foncière (non bâti).....                | 36,79                        | 9                                        | 11                                     |
| CFE.....                                     | >>>                          | 8                                        | 11                                     |
| Produit total souhaité                       |                              | 502 346                                  | 36,87                                  |
| Produit total de référence (total colonne 4) |                              | 502 346                                  | 36,79                                  |
|                                              |                              | = 1,000000 (6 décimales)                 |                                        |

Il n'est pas nécessaire de remplir cette rubrique en cas :  
- de reconduction des taux de référence  
- ou de variation différenciée

Si un des taux déterminé de manière proportionnelle excède le taux plafond, une variation différenciée doit obligatoirement être votée.

II - RESSOURCES FISCALES INDEPENDANTES DES TAUX VOTÉS EN 2022

| CVAE                       | IFER  | TASCOM    | TH    | Taxe add. TFNB | TVA nationale                   | Total |
|----------------------------|-------|-----------|-------|----------------|---------------------------------|-------|
| >>>                        |       |           | 6 265 |                | >>>                             | 6 265 |
| Allocations compensatrices | DCRTP | versement | FNGIR | contribution   | Effet du coefficient correcteur |       |
| 144 173                    |       |           |       |                | contribution                    |       |
|                            |       |           |       |                | - 328 501                       |       |

III - TOTALISATION DES RESSOURCES FISCALES PRÉVISIONNELLES POUR 2022

|                                                                         |   |                               |   |                                     |   |                 |   |                    |   |                                  |   |                                     |
|-------------------------------------------------------------------------|---|-------------------------------|---|-------------------------------------|---|-----------------|---|--------------------|---|----------------------------------|---|-------------------------------------|
| 502 346                                                                 | + | 6 265                         | + | 144 173                             | + | 0               | - | 0                  | + | - 328 501                        | = | 326 283                             |
| Produit attendu des taxes à taux voté (colonne 6)                       |   | Total autres taxes (cadre II) |   | Allocations compensatrices et DCRTP |   | Versement FNGIR |   | Contribution FNGIR |   | Versement coefficient correcteur |   | Contribution coefficient correcteur |
| Montant total prévisionnel 2022 au titre de la fiscalité directe locale |   |                               |   |                                     |   |                 |   |                    |   |                                  |   |                                     |

A TOULOUSE

Le DIRECTEUR REG. DES FINANCES PUBLIQUES  
HUGUES PERRIN

Le préfet,  
le

Le maire,  
le 20/04/22

MAIRIE DE VALENTINE  
31  
Marie NADALET  
MAIRE

ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2022

IV - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES :

**Taxe foncière (bâti) :**

- a. Personnes de condition modeste  
b. Baux à réhabilitation, QPPV, Mayotte  
c. Exonération de longue durée (logements sociaux)  
d. Locaux industriels

**Taxe foncière (non bâti) :**

**Cotisation foncière des entreprises (CFE) :**

- a. Réduction des bases des créations d'établissements  
b. Exonération en zones d'aménagement du territoire  
c. Base minimum  
d. Locaux industriels  
e. Autres allocations

**Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises :**

**Dotations pour perte de THLV :**

**Dotations TH (Mayotte) :**

759  
0  
0  
142 768

646

0

0

0,485327

**Bases exonérées par le conseil municipal**

- Taxe foncière (bâti)  
Taxe foncière (non bâti)  
Cotisation foncière des entreprises (CFE)  
Bases exonérées par la loi  
Taxe foncière (bâti)  
Taxe foncière (non bâti)  
Cotisation foncière des entreprises (CFE)

**Bases exonérées par la loi au titre des terres agricoles**

- a. CVAE : part nette versée par les entreprises  
b. CVAE : part dégrevée  
c. CVAE : exonérations non compensées

- a. Bases hors résidences principales et locaux vacants  
b. Bases résidences secondaires soumises à majoration  
c. Bases des locaux vacants soumis à THLV  
d. Taux figé de taxe d'habitation  
e. Taux résidences secondaires soumises à majoration TH

465 828  
4 271

>>>

110 493  
5,67  
0,00

Éoliennes & hydroliennes

Centrales électriques

Centrales photovoltaïques

Centrales hydrauliques

Centrales géothermiques

Transformateurs

Stations radioélectriques

Gaz - Stockage, transport...

>>>

|                                                                                       | Taux moyens communaux de 2021 au niveau départemental |                             | Taux plafonds 2022 <sup>14</sup> | Taux 2021 des EPCI <sup>15</sup> | Taux plafonds communaux à ne pas dépasser pour 2022 (col. 14 - col. 15) <sup>16</sup> |
|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------|----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                       | national <sup>12</sup>                                | départemental <sup>13</sup> |                                  |                                  |                                                                                       |
| Taxe foncière (bâti).....                                                             | 37,72                                                 | 49,17                       | 122,93                           | 3,46000                          | 119,47                                                                                |
| Taxe foncière (non bâti).                                                             | 50,14                                                 | 94,04                       | 235,10                           | 23,35000                         | 211,76                                                                                |
| CFE.....                                                                              | >>>                                                   | >>>                         | >>>                              | >>>                              | >>>                                                                                   |
| Année au titre de laquelle la diminution sans lien a été appliquée                    |                                                       |                             |                                  |                                  |                                                                                       |
| Année au titre de laquelle les taux précédemment diminués sans lien ont été augmentés |                                                       |                             |                                  |                                  |                                                                                       |

| Taux de CFE perçue en 2021 par la communauté d'agglomération, la communauté urbaine ou de communes ayant opté pour la fiscalité professionnelle unique | Taux maximum de la majoration spéciale |                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|----------------------------------------|
|                                                                                                                                                        | Taux communal à ne pas dépasser        | Taux maximum de la majoration spéciale |
|                                                                                                                                                        | >>>                                    | >>>                                    |
| Taux moyen pondéré des taxes foncières de 2021 : national                                                                                              | >>>                                    | >>>                                    |
|                                                                                                                                                        | >>>                                    | >>>                                    |
|                                                                                                                                                        |                                        | 32,90                                  |

# REFORME FISCALE : DÉTERMINATION DU COEFFICIENT CORRECTEUR COMMUNAL

En application de l'article 16 de la loi de finances pour 2020, les parts communale et départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) sont fusionnées et affectées aux communes dès 2021 en compensation de la perte de la taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales.

La sur ou sous-compensation est neutralisée chaque année à compter de 2021 par l'application d'un coefficient correcteur au produit de TFPB qui aurait résulté du maintien des taux à leur niveau de 2020 et à l'allocation compensatrice de TFPB relative à la diminution de moitié des valeurs locatives des locaux industriels (A du III de l'article 29 de la loi de finances pour 2021).

L'article 41 de la loi n° 2021-1900 de finances pour 2022 a modifié l'article 16 de la loi 2019-1479 de finances pour 2020 qui définit le calcul du coefficient correcteur.

## I - RESSOURCES À COMPENSER

|                                                                                                                            |           |   |      |   |          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|---|------|---|----------|
| Bases communales de TH des résidences principales pour 2020 x Taux communal TH 2017 ..                                     | 1 114 136 | x | 5,67 | = | 63 171   |
| dont bases des rôles supplémentaires de TH de 2020 émis jusqu'au 15 novembre 2021.....                                     | 0         |   |      |   |          |
| + Allocations compensatrices de TH versées à la commune en 2020 au titre des exonérations compensées.....                  |           |   |      |   | 7 502    |
| + Produit annuel moyen des rôles supplémentaires de TH des résidences principales perçu par la commune de 2018 à 2020..... |           |   |      |   | 43       |
| = Ressources communales supprimées par la réforme.....                                                                     |           |   |      |   | 70 716 A |

## II - RESSOURCES DE COMPENSATION

|                                                                                                                          |           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Produit net de TFPB perçu par le département en 2020 sur la commune.....                                                 | 383 400   |
| + Allocations compensatrices de TFPB versées au département en 2020 pour les exonérations compensées sur la commune..... | 506       |
| = Ressources départementales affectées à la commune par la réforme.....                                                  | 383 906 B |

## III - TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES APRÈS RÉFORME

|                                                                                        |         |   |         |   |           |
|----------------------------------------------------------------------------------------|---------|---|---------|---|-----------|
| Produits nets de TFPB perçus en 2020 par la commune et le département sur la commune.. | 225 122 | + | 383 400 | = | 608 522 C |
|----------------------------------------------------------------------------------------|---------|---|---------|---|-----------|

## IV - SUR-OU SOUS-COMPENSATION (AVANT APPLICATION DU COEFFICIENT CORRECTEUR) ET CALCUL DU COEFFICIENT CORRECTEUR

|                                                                                                      |             |     |            |     |             |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-----|------------|-----|-------------|
| Différence entre les ressources à compenser et celles transférées du département...                  | 70 716      | A - | 383 906    | B = | - 313 190 D |
| Coefficient correcteur = $1 + \frac{\text{différence de ressources}}{\text{TFPB « après réforme »}}$ | - 313 190 D | =   | 0,485327 E |     |             |
|                                                                                                      | 608 522 C   |     |            |     |             |

Si D > 0 et E > 1, la commune est sous-compensée.  
Si D < 0 et E < 1, la commune est sur-compensée.  
Le coefficient correcteur ne s'applique pas aux communes sur-compensées avec une différence inférieure en valeur absolue à 10 000 €.

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE VALENTINE

Nombre de conseillers :

exercice : 15

présents : 11

votants : 13

Date convocation

07 avril 2022

Date affichage

07 avril 2022

Séance du 13 avril 2022

L'an deux mille vingt deux

et le TREIZE avril

à 20h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mmadame Marie NADALET, Maire  
Présents : DUCASSE B. ZAINA F. GRAU J. HILLAIRES N.  
LABROQUERE M. HILLAIRES L. DULAC F.

BACQUE G. CAPERAN R. ARAUJO DA SILVA M.

Excusés : MAURY G. FOURMENT P. BAUWEN C. GAY G.

Absents :

Mr Georges MAURY a donné procuration à mme Marie NADALET

Mr Philippe FOURMENT a donné procuration à mr Francis ZAINA

Léa HILLAIRES a été nommée secrétaire.

Objet délibération :

Vote du Budget Primitif 2022 de la Commune

Affectation des résultats de fonctionnement 2021

N°2022-17

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de madame marie

NADALET après avoir entendu le compte administratif de

l'exercice 2021 :

- le, ce jour considérant à l'unanimité, statuant sur l'affectation de fonctionnement de l'exercice 2021, constatant que le compte administratif présente les résultats suivants :

| Sections       | Résultat 2020     | Part affectée à Investissement | Résultat de l'exercice 2021 | Chiffres à prendre en compte pour affectation du résultat |
|----------------|-------------------|--------------------------------|-----------------------------|-----------------------------------------------------------|
| Investissement | - 163 426,47      |                                | 102 629,64                  | - 60 796,83                                               |
| Fonctionnement | 303 558,47        | 200 000,00                     | 255 983,91                  | 359 542,38                                                |
| <b>Total</b>   | <b>140 132,00</b> | <b>200 000,00</b>              | <b>358 613,55</b>           | <b>298 745,55</b>                                         |

Envoyé en préfecture le 21/04/2022

Reçu en préfecture le 21/04/2022

Affiché le

ID : 031-213105653-20220413-202217-DE

Considérant que seul le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat,

➤ Décide d'affecter le résultat comme suit :

|                                                                                                                                      |            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Excédent de fonctionnement global cumulé au 31/12/2021                                                                               | 359 542,38 |
| <b>Affectation obligatoire :</b><br>A la couverture d'autofinancement et exécuter le virement prévu au BP (c/1068)                   | 60 796,83  |
| <b>Solde disponible affecté comme suit :</b><br>Affectation complémentaire en réserves (c/1068)                                      | 100 000,00 |
| Total affecté au c/1068                                                                                                              | 160 796,83 |
| Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002)                                                                       | 198 745,55 |
| <b>Excédent global cumulé au 31/12/2021</b><br>Excédent à reporter (ligne 002) en recettes de fonctionnement du budget de la commune | 198 745,55 |
|                                                                                                                                      |            |

- d'approuver le budget primitif 2022 en euros :

| SECTION        | DEPENSES            | RECETTES            |
|----------------|---------------------|---------------------|
| FONCTIONNEMENT | 1 095 748,55        | 1 095 748,55        |
| INVESTISSEMENT | 1 245 026,77        | 1 245 026,77        |
| <b>TOTAL</b>   | <b>2 340 775,32</b> | <b>2 340 775,32</b> |

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Envoyé en préfecture le 21/04/2022  
Reçu en préfecture le 21/04/2022  
Affiché le  
ID : 031-213105653-20220413-202217-DE

Marie NADALET  
Maire

